



HAL
open science

Des conditions d'enquête aux conditions d'emploi. Le travail de sociologue saisi par le confinement

Maëlezig Bigi, Hadrien Clouet, Mathilde Mondon-Navazo, Camille Noûs

► **To cite this version:**

Maëlezig Bigi, Hadrien Clouet, Mathilde Mondon-Navazo, Camille Noûs. Des conditions d'enquête aux conditions d'emploi. Le travail de sociologue saisi par le confinement. *Les Mondes du travail*, 2021, 26, pp.83-98. <hal-03264540>

HAL Id: hal-03264540

<https://hal.science/hal-03264540v1>

Submitted on 19 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Des conditions d'enquête aux conditions d'emploi.

Le travail de sociologue en temps de confinement

Maëlezig Bigi, maîtresse de conférences, Lise (CNAM-CNRS, UMR 3320)

Hadrien Clouet, chercheur postdoctorant, Certop (université de Toulouse-CNRS, UMR 5044)

Mathilde Mondon-Navazo, chercheuse postdoctorante, université de Milan (département de sciences politiques et sociales)

Camille Noûs, Laboratoire Cogitamus

*

* *

Au cours de l'année 2020, la moitié de l'humanité connaît un confinement pour raison sanitaire. Cette politique est instaurée en France du 17 mars au 11 mai, puis du 30 octobre au 15 décembre. Les individus sont alors sommés de regagner le domicile de leur choix, puis de fournir à toute autorité policière qui les contrôlerait en extérieur un justificatif dérogatoire.

Ces circonstances inédites créent une situation liminale, caractérisée par une grande incertitude et la mise en suspens des conditions de vie et de travail habituelles (Czarniawska et Mazza, 2003; Söderlund et Borg, 2018). Le confinement remet notamment en cause les routines de travail, avec un impact très contrasté selon les secteurs et les métiers. La situation des travailleur·ses varie ainsi selon que leur activité est jugée « non-essentielle » à suspendre, ou au contraire « essentielle » à maintenir - et parmi elles et eux, l'expérience n'est pas

identique entre télétravailleur·ses et salarié·es en présentiel. Pendant le premier confinement, un tiers des travailleur·ses - principalement celles et ceux positionné·es au bas de la pyramide des salaires - a continué à exercer son activité sur le lieu de travail en subissant de nouvelles prescriptions, tandis qu'un autre tiers a poursuivi son activité en télétravail, et le dernier tiers a cessé toute activité (Safi *et al.*, 2020). Au-delà de ces deux périodes de confinement strict, des mesures de restriction localisées dans le temps ou dans l'espace continuent d'exercer sur l'ensemble des travailleur·ses de très fortes contraintes liées à la gestion de la crise sanitaire.

Si elle modifie les conditions de travail et d'emploi de la plupart des actifs (Clouet et Vincent, 2020), cette situation hors du commun influence aussi le travail d'enquête de terrain. Puisque la production sociologique dépend de l'organisation du métier de sociologue (Callon et Latour, 1991), la sociologie ne se fait pas en temps de confinement comme elle se fait d'ordinaire. À partir de l'expérience de trois sociologues conduisant des enquêtes qualitatives durant l'année 2020, cet article montre comment leurs conditions d'activité - indexées sur celles des enquêté·es - sont bouleversées par la crise sanitaire. Il souligne que le basculement dans un état liminal de différents univers professionnels se répercute sur le travail sociologique, dès lors que les enquêteur·rices s'adaptent à de nouvelles contraintes, en modifiant leurs méthodes d'enquête, leurs protocoles de récolte de données et l'organisation de leurs recherches.

Trois enquêtes sociologiques en cours au moment du confinement

<p>Au moment du premier confinement, Maëlezig Bigi enquête depuis deux ans dans le cadre d'une convention de recherche financée par un établissement public administratif (EPA) engagé dans une vaste réforme de son offre de services, conduite au nom de la transformation de l'action publique. Pour l'EPA, l'enquête vise à éclairer les conflits du travail qui se nouent</p>
--

autour de cette réforme mais aussi à mieux comprendre les attentes des usager·es du service public. Au moment du confinement, Maëlezig Bigi a déjà réalisé une partie des entretiens et des journées d'observation prévus avec les technicien·nes dont le travail est visé par la réforme, ainsi que les cadres chargé·es de la concevoir. En mars 2020, la collecte de données doit se poursuivre auprès de ces deux populations. En outre, une campagne d'entretiens et d'observations est censée débiter auprès de plusieurs usager·es de ce service public.

Dans le cadre d'un projet financé par le Conseil européen de la recherche¹, Mathilde Mondon-Navazo enquête sur les formes d'action collective de travailleur·ses indépendant·es sans salarié·es en France et en Allemagne. En mars 2020, elle débute à Paris une étude de terrain auprès de trois organisations : le Syndicat National des Artistes Plasticiens (SNAP) de la Confédération Générale du Travail, la Fédération nationale des auto-entrepreneurs (FNAE) et le Collectif des Livreurs Autonomes de Paris (CLAP). En articulant entretiens et observations, il s'agit d'analyser les revendications portées par ces organisations et d'interroger les modes d'action et de coordination qu'elles privilégient. Lorsque le confinement est annoncé, la chercheuse a déjà réalisé quelques entretiens et suivi les mobilisations des livreur·ses à vélo du CLAP devant les locaux de Deliveroo.

Hadrien Clouet démarre en janvier 2020 une enquête postdoctorale sur une régie publique de l'eau. Il est censé investiguer les conflits du travail et les relations organisationnelles, *via* des entretiens sur site et des immersions dans les collectifs de travail. Il conduit ses premiers entretiens avec les responsables de direction, pour des raisons méthodologiques (confronter les représentations de l'activité) et symboliques (négocier les conditions d'une présence acceptable). Il effectue ensuite trois entretiens avec le personnel et assiste à six réunions d'équipe avant que le premier confinement ne soit déclaré.

¹ Cet article a été partiellement réalisé dans le cadre d'un projet qui a bénéficié d'un financement du Conseil européen de la recherche (ERC) au titre du programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation "Horizon 2020" (convention de subvention n° 715950).

Pour saisir comment le travail de chercheur·se est impacté par les changements survenus sur les terrains d'enquête, nous étudions d'abord la restructuration du temps de travail des sociologues, qui reflète celui des enquêté·es. Nous nous intéressons ensuite aux conséquences pour les sociologues de la brusque généralisation du télétravail, et notamment aux implications des interactions à distance du point de vue de la relation d'enquête et des méthodes de collecte de données. Nous montrons enfin que les chercheur·ses font face à un surcroît de travail bureaucratique du fait de la grande incertitude qui pèse sur les enquêté·es vis-à-vis de leur avenir.

1) L'irruption du confinement : une déstructuration du temps de travail

Le travail d'enquête sociologique dispose de caractéristiques largement fordiennes. Hors période d'immersion ethnographique intensive, il occupe un nombre délimité d'heures par jour et suit un rythme régulier et prévisible. Mais le confinement nous rappelle que les temporalités du travail sociologique sont largement indexées sur celles des enquêté·es. Lors d'une crise comme celle du Covid-19, elles connaissent toutes les deux des mutations radicales : la journée de travail s'allonge et les horaires deviennent imprévisibles, transformant le temps des enquêtes.

a) L'allongement des journées de travail

La période de confinement représente un accroissement du temps de travail des sociologues. Par rapport aux études antérieures, ou aux séquences non-confinées de l'année 2020, les épisodes de confinement renchérissent le nombre d'heures nécessaires pour

conduire nos enquêtes de terrain. Cette inflation horaire est commune à de nombreux·ses travailleur·ses dont les outils ont été dématérialisés (Barthou, Bruna, 2020 ; Haute, 2020).

L'amplitude journalière des horaires d'entretien connaît d'abord un gonflement conséquent, lorsque nous enquêtons sur des établissements jugés "essentiels" et maintenus en activité. En effet, nos interlocuteur·rices proposent souvent des entretiens plus tôt ou plus tard. Habituellement contenues entre 9h et 19h dans les périodes non-confinées, les visioconférences ou appels téléphoniques se concentrent désormais aux deux extrémités de la journée. Dans l'EPA étudié par Maëlezig Bigi, les temps de transport, transformés en nouvelles plages de disponibilité par la brusque mise au travail à domicile, jouent sur l'allongement des journées habituelles de travail de la sociologue. Celle-ci se voit alors proposer des entretiens avant huit heures du matin, bien plus tôt qu'à l'accoutumée.

De même, lors des séquences de confinement, les entretiens sont fixés à des heures étonnantes dans la régie des eaux investiguée par Hadrien Clouet. Là, nombre d'enquêté·es doivent se familiariser à de nouveaux périphériques de télétravail qui ponctionnent une partie de leur temps, consacré à en tester les fonctionnalités ou à parcourir les guides d'utilisation. Aussi doutent-ils d'accomplir leurs missions dans les délais impartis et privilégient-ils des entretiens précoces à partir de 7 heures du matin, ou tardifs, après 22 heures - voire plus tard lorsque l'enquêté·e éprouve de vives difficultés à rejoindre le chercheur dans l'espace visiophonique. Ce phénomène est renforcé par la recrudescence des réunions de travail dématérialisées parmi les équipes, qui étirent les journées de travail des enquêté·es, notamment lorsqu'elles se transforment en « apéro Skype » censé maintenir les rituels quotidiens du travail (Goffman, 1974).

Les temps d'observation augmentent aussi brusquement dans le cadre d'enquêtes sociologiques portant sur les secteurs dits "non-essentiels". Si l'activité des enquêté·es cesse, le travail sociologique s'intensifie pour Mathilde Mondon-Navazo dans le cadre de son

enquête sur l'action syndicale d'artistes plasticien·nes. En effet, face à la fermeture des galeries d'art, à l'annulation des enseignements et des commandes des théâtres et des musées, les enquêté·es consacrent plus de temps à leur engagement militant, objet de l'étude. Avant le confinement, les réunions de la commission exécutive du SNAP - auxquelles la chercheuse assiste - se tiennent tous les deux mois à Paris. Désormais, ses membres se retrouvent en ligne tous les lundis après-midi: "ça nous fait du bien d'être un peu ensemble en cette période, ça nous remonte le moral, et puis il y a beaucoup à faire pour défendre les artistes-auteurs en ce moment", confie une membre de la commission exécutive. Les artistes plasticien·nes consacrent ainsi chaque semaine entre deux et trois heures à discuter les orientations stratégiques par temps de confinement et à examiner les situations individuelles d'artistes pris·es dans des imbroglios administratifs. En conséquence, la chercheuse est invitée à assister à huit fois plus de réunions qu'initialement prévu.

De façon similaire, la chercheuse est bien plus présente sur le terrain des luttes, car elle suit les mouvements sociaux initiés ou rejoints par le SNAP, qui se multiplient pour exiger la réouverture des lieux culturels. Ces rassemblements sont autant d'occasions d'observer les modes d'action et les interactions entre participant·es tout en échangeant avec les adhérent·es du syndicat. L'augmentation imprévue du temps d'observation représente ainsi un défi du point de vue des travaux collectifs d'écriture dans lesquels la chercheuse était préalablement engagée.

b) Des horaires imprévisibles

En plus d'allonger les journées, chaque période de confinement renforce l'incertitude horaire. Assigné·es à domicile, les sociologues et leurs enquêté·es connaissent des difficultés aiguës à fixer leurs rendez-vous en amont et à les honorer. A l'instar d'autres univers

professionnels, la liminalité du travail sociologique conduit à alterner de manière imprévisible les épisodes intensifs et le repos forcé (Cai et al., 2020).

Sanctuariser des plages dédiées aux entretiens avec les enquêté·es devient une épreuve en temps de confinement, notamment du fait de la présence de proches, parfois dépendant·es. La cohabitation forcée implique d'être exposé·e à toute demande de tiers : un enfant malade, un·e partenaire qui recherche ses clés de voiture, voire les ami·es qui sonnent à l'improviste, sûr·es d'être accueilli·es... L'inscription des individus dans la sphère domestique confronte ainsi les sociologues à des entretiens parfois drastiquement raccourcis ou à des interruptions répétées qui sapent la concentration des enquêté·es. Les chercheur·ses sont alors contraint·es de s'extraire momentanément de la situation d'entretien, pour plaisanter de la sollicitation intempestive des voisin·es ou s'intéresser aux enfants apparus à l'écran, avant de recentrer rapidement le propos et d'inviter l'enquêté·e à reprendre le fil. Ces interruptions s'appliquent aussi bien aux sociologues qu'à leurs enquêté·es. Le concierge de l'immeuble d'Hadrien Clouet a un jour sonné en urgence pour signifier une inondation aux étages supérieurs, qui l'a conduit à reporter l'entretien en cours avec une ingénieure. De même, Mathilde Mondon-Navazo a été obligée de suspendre un entretien lorsqu'une voisine, enfermée hors de son appartement, a sollicité l'usage de son téléphone pour appeler un serrurier.

L'imprévisibilité des échanges avec les enquêté·es découle aussi du rapport de ces dernier·es à leurs client·es ou aux usager·es confiné·es, dont les choix et la demande évoluent rapidement et déstabilisent leurs agendas. C'est par exemple le cas des livreur·ses à vélo du CLAP, que Mathilde Mondon-Navazo étudie au prix d'une déstructuration totale de son emploi du temps. En effet, les commandes se concentrant traditionnellement sur les plages horaires du midi et du soir, les entretiens antérieurs au confinement se déroulent plutôt en milieu d'après-midi et les enquêté·es donnent rendez-vous à la sociologue avec plusieurs jours d'avance, car ils et elles s'inscrivent sur des créneaux horaires précis. Mais dans le

contexte du confinement, les plateformes de livraison comme Deliveroo introduisent un système de connexion libre : à certaines heures, le nombre de livreur·ses connecté·es excède celui des commandes, privant nombre d'entre eux et elles de toute rémunération. Dans ce cadre, les livreur·ses ne peuvent planifier des entretiens, la recherche des créneaux les plus rémunérateurs les conduisant à modifier constamment leurs horaires de travail, et donc les rendez-vous pris avec la chercheuse. Ainsi, des enquêté·es retardent le début de l'entretien afin de travailler plus longtemps, dans l'espoir de recevoir quelques commandes supplémentaires. A l'inverse, un livreur découragé par l'absence de commandes, rentre plus tôt à son domicile et demande à brûle-pourpoint de réaliser l'entretien deux heures plus tôt que prévu :

Enquêté / 18 novembre 2020 22:10 : Bonsoir Mathilde, en ce moment je suis trop pris la journée, on peut s'appeler sur WhatsApp demain à 22h30 ?

M M-N / 18 novembre 2020 22:20 : Bonsoir X, bien sûr, pas de problème. Alors à demain, 22h30.

Enquêté / 19 novembre 2020 20:00 : Bonjour, je suis rentré plus tôt. Tu serais disponible tout de suite ?

M M-N / 19 novembre 2020 20:01 : Dans 20 minutes c'est possible ?

Enquêté / 19 novembre 2020 20:03 : OK, ça marche, à tout de suite

[conversation WhatsApp]

En période de confinement, l'horizon de travail des sociologues rétrécit donc, entraînant une « crise de l'avenir » et une dictature de l'urgence, pour reprendre l'expression de Claude Dubar (2011). Sur son terrain, Hadrien Clouet a même dû modifier à la dernière minute l'horaire de près d'un tiers des entretiens prévus, soit pour les avancer, soit pour les reculer, soit pour les reporter. Et ce, suite aux contraintes décuplé·es des enquêté·es, comme

l'illustrent les justifications reçues : « la secrétaire de Mme X vient de m'avertir qu'elle ne pourra pas honorer le rendez-vous prévu avec vous tout à l'heure à 14h, car nous sommes passés en jour de consommation intense et irrégulière, qui nécessite un suivi heure par heure » (envoi à 12h22). Parfois, plusieurs envois successifs sont nécessaires pour parvenir à fixer des rendez-vous, comme le montre l'échange suivant de courriels avec une téléconseillère :

Enquêtée / 29 juin 2020 9:33 : « L'entretien de 10h ne pourra malheureusement pas avoir lieu, car une réunion urgente est convoquée à la même heure, sur la réorganisation des horaires (les usagers appellent maintenant à des heures différentes et on n'est pas organisé pour leur répondre) (...) ».

Hadrien Clouet / 29 juin 2020 9:51 : « Merci pour votre envoi, aucun problème, nous pouvons reporter cet entretien. Auriez-vous des préférences en matière de dates ? (...) ».

Enquêtée / 29 juin 2020 12:59 : « Je reviens vite vers vous (...) ».

H.C. / 23 juil. 2020 20:46 : « Je me permets de revenir vers nous après nos échanges à la fin du mois de juin, afin de voir s'il était envisageable de fixer une nouvelle date concernant l'entretien sociologique évoqué par mail (...) ».

H. C. / 2 sept. 2020 10:03 : « Je me permets de revenir vers nous à propos de l'entretien sociologique qui avait été malheureusement annulé le 29 juin, afin de le reprogrammer (...) ».

Enquêtée/ 10 sept. 2020 17:00 : « Je suis dispo, n'hésitez pas à me solliciter (...) ».

H.C. / 14 sept. 2020 8:54 : « Avec plaisir : auriez-vous une disponibilité, par exemple, vendredi ou lundi prochain ? (...) ».

Enquêtée / 14 sept. 2020 13:32 : « Lundi prochain matin (...) ».

Enquêtée / 15 sept. 2020 13:45 : « Pardon, lundi matin je suis finalement de service en première ligne [réception des appels d'usagers], apparemment le lundi est maintenant le jour le plus appelé. Mardi matin ? ».

Le programme de chaque journée confinée évolue donc d'heure en heure, limitant la capacité à planifier l'activité et conduisant à une alternance de journées saturées et de journées libres. Mais si les temporalités se transforment, le contenu du travail aussi.

2) Enquêter chez soi : une complexification du travail relationnel

Si le confinement vient bouleverser les temporalités du travail, l'imposition soudaine du télétravail modifie la relation d'enquête. Confronté-es à la brusque dématérialisation des postes de travail, les sociologues doivent redéployer les études de terrain dans l'espace des interactions en ligne. Cette situation liminale, à laquelle ils et elles sont exposé-es brutalement sans y être formé-es, requiert de leur part des compétences élargies en matière émotionnelle, technique et éthique, afin de maintenir leurs « capacités à exercer un travail de qualité » (Zimmermann, 2010).

a) Redéfinir les frontières de l'intime

De nombreux·ses sociologues ont montré que le télétravail à domicile favorise une porosité accrue entre vie personnelle et vie professionnelle (Felstead *et al.*, 2005; Metzger et

Cléach, 2004). Dans le contexte du confinement, la brusque dématérialisation du travail contraint une grande partie des travailleur·ses - sociologues compris·es - à se replier sur le domicile pour y exercer son activité sans aucune préparation matérielle ni émotionnelle. L'irruption soudaine du télétravail modifie ainsi la relation d'enquête et contraint les chercheur·ses à des efforts supplémentaires pour gérer le brouillage des frontières entre monde du travail et monde privé.

La conduite des entretiens depuis le domicile impose d'abord de dévoiler nos espaces personnels, qui suscitent parfois des commentaires et influencent la relation naissante entre enquêté·es et enquêteur·rices. Le travail préparatoire de l'entretien, comme le fait de se vêtir et de s'apprêter en vue de réduire la distance sociale qui nous sépare de nos interlocuteur·rices (Mauger, 1991), s'étend à l'organisation de notre domicile. Nous recherchons les cadrages les plus adaptés à des interactions avec les enquêté·es, en évitant que n'apparaissent à l'écran des éléments associés à un partage d'intimité, comme le lit, la penderie, les photographies personnelles apparentes, ou trop marquants socialement, comme les bibliothèques imposantes, pour nous placer de préférence devant un mur nu. L'intrusion de la *webcam* dans nos foyers implique un travail supplémentaire de mise en scène de nos appartements.

L'irruption des entretiens dans l'espace privé durcit aussi les rapports inégaux à l'enquête en fonction des milieux sociaux. D'un côté, dans les classes les plus populaires, où la grille d'entretien peut donner une apparence scolaire à la relation d'enquête (Beaud et Weber, 2003), tandis que le magnétophone rappelle physiquement la prise de responsabilité irréversible que représente la parole (Speer et Hutchby, 2003), leur disparition conjointe aplanit les réticences habituelles. De l'autre, la visibilité de la grille et du magnétophone apportait une caution scientifique - désormais fragilisée - à notre démarche dans les milieux à forte dotation culturelle. C'est ce qu'illustrent les interrogations méthodologiques récurrentes auxquelles se heurte Hadrien Clouet auprès de plusieurs cadres supérieur·es de la régie des

eaux. Ils et elles évoquent l'entretien dématérialisé comme « un petit moment de thérapie », volontiers interrompu par le moindre appel téléphonique, alors qu'en présentiel, les appels étaient systématiquement rejetés pour ne pas perturber l'entretien.

Mais c'est surtout le travail émotionnel, des sociologues vers les enquêté·es, qui connaît une reconfiguration drastique (Hochschild, 1979). Nos études de terrain nous placent en effet face à des individus assignés au domicile, parfois habitant seuls, et donc frappés d'ennui ou de solitude (Lambert *et al.*, 2020), bien plus fortement que durant nos expériences préalables.

Le désormais classique préambule « j'espère que vous et vos proches allez bien dans ce moment difficile » nous extrait déjà de la relation d'enquête la plus ordinaire. Il met à égalité enquêteur·rices et enquêté·es vis-à-vis d'une expérience sociale commune, certes vécue et gérée différemment, mais requérant des ressources similaires pour la surmonter. Ces situations ouvrent la voie à des informations intimes, à des échanges empathiques que les chercheur·ses doivent gérer pour ne pas compromettre l'entretien. Ainsi, à l'issue d'un entretien réalisé par Maëlezig Bigi avec une cadre de l'EPA, l'enquêtée retourne l'interrogation vers la chercheuse, pour investiguer la manière dont la crise sanitaire affecte sa situation personnelle. Elle partage du même coup ses inquiétudes à propos de ses enfants, vu leur proximité en termes d'âge et de scolarité avec la chercheuse, et attend de l'enquêtrice qu'elle fasse preuve d'empathie.

Les attentes émotionnelles sont redoublées par la vague de paupérisation qu'ont entraîné les mesures sanitaires. Ce phénomène demeure invisible dans l'administration étudiée par Maëlezig Bigi, contenu par l'indemnisation du chômage partiel dans la régie des eaux analysée par Hadrien Clouet, mais a violemment touché les livreur·ses et les artistes étudié·es par Mathilde Mondon-Navazo. "On s'en est sorti parce que mon père m'a donné de l'argent", confie un artiste plasticien. Quant à Idriss, livreur à vélo pour Deliveroo, il raconte

comment la crise sanitaire a mis un terme à son couple: « Ma femme était à risque. Elle m'a dit 'je m'en fiche, tu ne bosses pas, je n'ai pas envie de mourir !' Sauf que si tu arrêtes de bosser, tu n'as plus à manger. C'était soit ne pas survivre, soit prendre la porte, alors du coup, j'ai pris la porte. » Face à des enquêté·es en grande difficulté, l'entretien est un moment délicat où s'expriment des inquiétudes, voire une forme de désespoir, que les sociologues gèrent de leur mieux.

b) Un enrichissement sous contrainte

Au-delà du surcroît de travail émotionnel qu'elle implique, la généralisation du télétravail sur une partie de nos terrains oblige également les chercheur·ses à développer de nouvelles compétences techniques pour s'adapter à des interactions en ligne.

Confrontés soudain à l'impossibilité de rencontrer les enquêté·es, les sociologues n'ont d'autre choix que de se familiariser rapidement avec les programmes informatiques de visiophonie les plus courants pour en maîtriser les différentes fonctionnalités (Howlett, 2021). Hadrien Clouet et Mathilde Mondon-Navazo suivent ainsi des tutoriels sur Youtube pour se familiariser avec différents logiciels, qui imposent chacun un travail spécifique de mise en contact. Ainsi, si Skype requiert d'enregistrer l'interlocuteur·rice au préalable dans l'annuaire du logiciel, Zoom repose sur un simple lien qui s'ouvre dans un navigateur. Mais l'outil contraint à anticiper les développements de l'entretien pour programmer de façon adéquate la réunion lors de sa création, car les paramètres d'une visioconférence en cours ne peuvent être modifiés. Le confort des entretiens par Zoom repose par ailleurs sur un certain nombre de savoirs acquis "sur le tas", comme l'enregistrement sonore, l'arrière-plan virtuel, l'utilisation de deux moniteurs, la planification des rappels ou les nombreux raccourcis claviers pour éviter les grands gestes sur l'ordinateur qui distraient l'enquêté·e. Quant à Teams, le

fonctionnement par lien est complexifié, sur le site étudié par Hadrien Clouet, lorsque le service informatique déploie des dispositifs de sécurité interdisant aux salarié·es de rejoindre une réunion initiée par un·e interlocuteur·rice extérieur·e à la régie. De tels apprentissages n'ont rien de totalement original - ils remontent à l'introduction des premiers magnétophones, étudiée par Jack Goody (2014) - mais ils apparaissent singulièrement hétéronomes, puisqu'ils sont tributaires des outils utilisés par les enquêté·es et des dernières mises à jour des logiciels. C'est dans l'urgence que les sociologues doivent assimiler ces nouveaux savoir-faire.

Au-delà des logiciels visiophoniques eux-mêmes, la dématérialisation des échanges impose aussi d'acquérir de nouvelles compétences en matière de gestion du son et de l'image. Nous avons donc dû développer une série de méthodes pour gérer l'éclairage en évitant les contre-jours et limiter les bruits parasites, notamment les grésillements, les paroles hachées ou les coupures. Ces dernières dégradent la qualité des entretiens, lorsqu'elles empêchent de reconnaître un mot ou un patronyme. Elles impliquent divers investissements, comme d'apprendre à manipuler les paramètres des haut-parleurs, à régler des périphériques sonores, à modifier des cartes son, à maîtriser des logiciels d'enregistrement plus qualitatifs que nos dictaphones ou téléphones portables, ainsi qu'à actualiser notre équipement d'écoute. Si les entretiens téléphoniques ou visiophoniques sont toujours tributaires d'un environnement sonore imprévisible et peu contrôlable (Hall *et al.*, 2008), le défi est encore plus grand lorsque l'assignation à domicile aboutit à la situation paradoxale de rues silencieuses tandis que bruissent les appartements. Le souci de garantir la qualité sonore de ses entretiens conduit ainsi Hadrien Clouet à emprunter le domicile d'un collègue pendant une journée, en urgence, pour se soustraire au bruit des perceuses provenant d'un appartement voisin au sien. Afin de poursuivre leurs études de terrain, les sociologues doivent ainsi faire preuve de créativité pour s'adapter à des conditions d'enquête inédites.

c) Nouvelles pratiques, nouveaux doutes éthiques

Finally, beyond technical or emotional apprenticeships, this dematerialization introduces burning ethical questions in our sociological work. In effect, the solitude of interlocutors in front of their screens weakens the process of obtaining consent for the collection of material. Sociologists can thus feel a certain uneasiness when their notebook is out of sight, so that participants are not necessarily aware of taking notes as they would have been able to ignore in person. In addition, during these dematerialized periods of inquiry, researchers are surrounded by objects and documents disseminated in collective frameworks, such as meetings, via interposed screens: Powerpoint, shared agendas, text sheets, photographs, illustrations... As much data for which it is not envisageable to systematically interrupt the audience in order to demand communication. The temptation of clandestine screen capture is all the stronger as interlocutors are unknown, without their future accessibility being guaranteed.

Moreover, the willingness to bypass the limitations of a mediated inquiry relationship through digital tools invites the development of strategies that are not without consequences for the respondents. The dematerialization of exchanges makes conversations in private, before or after an observation, impossible. As Mathilde Mondon-Navazo on Zoom or Hadrien Clouet on Teams domesticate the tool of instant messaging (Béliard and Brossard, 2012) to engage the discussion, negotiate interviews and obtain the coordinates of certain respondents in parallel with collective discussions. If these practices compensate for certain inherent restrictions to interactions online, they also divert the attention of respondents from the meeting in

cours, ce qui peut avoir une influence sur le déroulement des discussions et constitue de fait une forme d'interférence sur le terrain que les sociologues se proposent d'observer.

En outre, dans le contexte du confinement, nous avons parfois tendance à adopter une approche plus utilitariste des échanges avec les enquêté·es. D'abord, face aux imprévus de toute sorte, aux contraintes invasives et à la fatigue accrue, nous ne disposons pas forcément du temps nécessaire pour construire les conditions d'une participation active des enquêté·es à l'élaboration de leur propre univers discursif (Rogers, 1945). Aussi orientons-nous parfois les entretiens de manière excessivement directive, en dépit de nos préventions personnelles, au risque de se rapprocher d'un mode d'investigation de type question-réponse, afin de "rentabiliser" au maximum le temps accordé. L'incertitude générale conduit à des choix pénibles, lorsque le contexte impose d'opter pour un type d'information au détriment d'un autre. Là où l'entretien directif est d'habitude une solution de dernier ressort pour "ne rien laisser à la chance" (Denzin et Lincoln, 2003: 125), il s'agit plutôt ici de ne rien laisser aux risques qui caractérisent la période de confinement. Lorsqu'un·e enquêté·e nous oriente d'emblée vers une piste qui n'est pas au cœur de nos préoccupations, la pression temporelle qui s'exerce sur certains entretiens nous empêche de la suivre pour ensuite revenir à celle qui nous intéressait le plus. C'est ce que montre l'échange ci-dessous entre Hadrien Clouet et un responsable de la maintenance à la régie des eaux. Alors que son interlocuteur semble préférer parler de l'atelier de fabrication, le sociologue insiste sur le pôle le plus central pour son enquête, pris par le temps :

[54e minute d'entretien]

Responsable maintenance – « J'ai un pôle mécanique, un d'électricité ou automatique, un bureau des méthodes et un atelier de fabrication, décentralisé, là d'où je viens, c'est assez exceptionnel. Mais on n'a plus beaucoup de temps, vous voulez que je détaille un peu l'un ou l'autre ?

Hadrien Clouet - Peut-être qu'on commence par le plus gros, la mécanique, et après... ? » [Nous n'aborderons finalement aucun autre service, puisque l'enquêté doit mettre fin à l'entretien pour transmettre l'ordinateur à sa compagne quelques minutes plus tard] (extrait d'entretien conduit le 25 mai 2020 par Hadrien Clouet).

Si ces enjeux concernent le « vrai boulot » (Bidet, 2010), que nous revendiquons en tant que sociologues, ils ne constituent pas la seule source de surtravail. À côté de celui-ci, les exigences bureaucratiques des périodes de confinement ont contribué à gonfler le travail sociologique.

3) Rester sur le terrain : la multiplication des négociations

La liminalité de la période s'est aussi reportée sur le "sale boulot" (Hugues, 1996) du travail sociologique, en forte croissance. Dans nos trois situations, l'ampleur des négociations nécessaires pour continuer nos enquêtes et les transactions bureaucratiques liées aux financements externes de la recherche se sont brusquement alourdies. Ainsi, l'envers de la recherche, à savoir la préparation et la production de textes sans valeur scientifique, a connu une recrudescence à chaque confinement.

a) Une présence à justifier

La brusque transformation des conditions de travail et d'emploi des enquêté·e·s exige des trois sociologues un travail de négociation renouvelé, afin de rester sur le terrain et, le cas échéant, y maintenir leurs objets. Pour Mathilde Mondon-Navazo et Maëlezig Bigi, l'intensification du travail des enquêté·es a mis fin à un travail d'enquête. Élément

perturbateur dans une machinerie déjà saturée, la présence des enquêtrices représente une dépense horaire supplémentaire excessive pour les travailleur·ses, réticent·es à l'idée de livrer des entretiens ou d'accompagner des observations.

Mathilde Mondon-Navazo a déjà rencontré le président de la Fédération nationale des auto-entrepreneurs (FNAE) et identifié avec lui les salarié·es de l'organisation à rencontrer lorsque le confinement est annoncé. La suspension des activités « non-essentiels » et les restrictions de circulation entraînent alors une brusque chute de revenus pour la majorité des auto-entrepreneur·ses membres de la FNAE, privés d'indemnités de chômage par leur indépendance juridique. L'urgence pour les salarié·es de l'organisation consiste alors à défendre les membres en négociant avec le gouvernement, à informer collectivement les auto-entrepreneur·ses sur les différentes aides, et à répondre aux centaines de messages individuels de détresse. Dans le contexte d'un accroissement soudain de la quantité de travail, la participation à une étude sociologique ne constitue plus une priorité: au cours des mois suivants, les salarié·es de la FNAE reportent la conduite de l'enquête à plusieurs reprises, avant de cesser complètement de répondre aux sollicitations de la chercheuse.

Pour Maëlezig Bigi, qui étudie un établissement chargé d'accomplir des missions de service public jugées essentielles, le confinement puis les diverses mesures de distanciation sociale interrompent également le travail d'enquête. D'une part, l'EPA réduit ses activités, suspendant le processus de réforme au cœur de l'enquête. Ainsi, même lorsque le travail continue, certains objets disparaissent. Toutefois, son enquête aurait pu se poursuivre en observant les technicien·nes en charge du maintien de la continuité du service public visé·es par la réforme. Or, le surtravail engendré par la réorganisation des activités en période de confinement est précisément l'argument mobilisé par l'encadrement pour demander la suspension de la campagne d'observation et d'entretiens et désarme ainsi la sociologue, empêchée d'enquêter.

Si Hadrien Clouet a également été confronté à la remise en cause de la légitimité de son enquête, il est parvenu à maintenir sa présence sur le terrain, au prix d'un déplacement des problématiques et objets qui motivaient initialement l'enquête. En effet, une partie des activités que le sociologue est censé observer est suspendue du fait de la mise en "réserve" d'un quart des salarié·es de la régie des eaux. Le rétrécissement du monde du travail produit par le confinement équilibre alors les acteur·rices initialement rétif·ves à l'enquête sociologique. C'est notamment le cas d'une des directrices de service à la régie des eaux, qui ignore les demandes de contacts du sociologue et ne cache pas sa préférence pour l'intervention d'un cabinet de conseil en lieu et place d'une enquête sociologique. « Il faudrait peut-être interrompre le travail sociologique », glisse-t-elle à la veille d'un comité de suivi « vu que vous ne pourrez pas donner de résultat sur les métiers-clés ». Par ailleurs, les conditions initiales de son entrée sur le terrain et les objectifs primaires de la recherche eux-mêmes sont dissous par le contexte. La convention d'enquête d'Hadrien Clouet prévoyait de se pencher sur un problème identifié par la direction, à savoir le manque d'adhésion aux « projets et valeurs de l'entreprise ». Cependant, au moment du confinement, les projets sont gelés et nombre d'interlocuteur·rices ne perçoivent plus l'enjeu de la question, ni sa pertinence. Aussi faut-il modifier la problématique de l'enquête pour la continuer en suscitant de l'intérêt. Après plusieurs semaines de tâtonnements et de transactions, Hadrien Clouet réoriente ses investigations vers les rapports de dépendance au sein de l'organisation et la synchronisation du travail en temps de crise.

Ainsi, même lorsqu'un terrain demeure ouvert, les buts de l'enquête sociologique sont contestés par les acteur·rices dans une période liminale, parfois avec succès.

b) La bureaucratisation du travail sociologique

Le confinement impose de surcroît aux trois sociologues de fournir un nombre accru de textes, à destination des institutions publiques ou privées finançant leurs terrains de recherche. Ainsi, le travail bureaucratique (Mesnel, 2017) a pris une place conséquente dans l'activité, sous la forme de rapports transitoires, de budgets prévisionnels, d'avenants contractuels ou de livrables. Ces écrits, peu valorisable vis-à-vis des collègues, des enquêtés ou du champ disciplinaire, ressortent d'un « sale boulot » sociologique, dont on se débarrasse bien volontiers. S'il s'est accru depuis mars 2020, son contenu et son intensité varie selon que le commanditaire est spécialisé ou non dans le financement de la recherche.

Dans le cas d'institutions spécialisées comme le Conseil européen de la recherche (ERC), l'atteinte des objectifs scientifiques peut être décalée dans le temps grâce à une procédure administrative relativement simple, mais sans octroi de financement additionnel. Au moment du confinement, l'ERC accorde ainsi une prolongation de six mois au projet dont fait partie Mathilde Mondon-Navazo. Il a suffi à l'équipe de démontrer que le confinement a eu un impact sur les recherches qu'ils et elles mènent et a remis en cause le chronogramme initial. En l'absence de financement complémentaire, cette prolongation a toutefois représenté, pour la coordinatrice du projet, un travail considérable de réorganisation du budget, de manière à étendre de six mois les contrats des post-doctorant-es. Par ailleurs, les membres de l'équipe cherchent à tout prix à respecter le chronogramme initial, malgré les fortes contraintes qui pèsent depuis mars 2020 sur les déplacements vers l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, où les études de terrains sont prévues. En effet, toute remise en cause de l'une de ces enquêtes obligerait les chercheur-ses à soumettre un amendement à l'ERC, ce qui constitue une démarche extrêmement longue et chronophage.

Lorsque les conventions sont passées avec des commanditaires non spécialisés dans le financement de la recherche comme l'EPA et la régie publique des eaux, ceux-ci souhaitent être rassurés quant à la bonne exécution des contrats *via* l'obtention de résultats rapides et la

reformulation de stratégies d'enquête tenant compte des évolutions possibles de la crise sanitaire. L'accroissement du travail bureaucratique sous la forme d'une multiplication des livrables affecte particulièrement le quotidien de chercheur d'Hadrien Clouet lors des premières semaines de confinement. Celui-ci se voit refuser la prolongation de son enquête, les commanditaires exigeant au contraire de lui « des résultats rapides » et des réunions à un rythme effréné, face à une crise qui accroît l'incertitude du management. Le confinement engage ainsi une « accélération » (Rosa, 2013) de la production sociologique, comme l'illustre cette chronologie des courriels de compte-rendu fournis par le chercheur, essentiellement concentrés en périodes de confinement :

1^{er} février – l'enquête de terrain démarre		
10/02 objet : Point enquête		Pas de confinement (un envoi tous les 11 jours en moyenne)
03/03 objet : Hello		
13/03 objet : Point enquête		
16/03 objet : Poursuite étude		Premier confinement (un envoi tous les 5 jours en moyenne)
18/03 objet : Comité scientifique		
27/03 objet : Crise et enquête		
02/04 objet : Echange étude		
03/04 objet : Re-échange		
06/04 objet : Q/R		
15/04 objet : Echange		
21/04 objet : Projet de mail comité de suivi		
22/04 objet : Point de suivi		
08/05 objet : Point enquête		
25/05 objet : point sur l'enquête		Déconfinement (un envoi tous les 17 jours en moyenne)
28/05 objet : Enquete sociologique [sic]		
04/06 objet : Que faire?		
10/06 objet : Enquête et suivi		
11/06 objet : suivi enquête		
26/06 objet : Enquête sociologique		
17/07 objet : Comité de suivi		
28/08 objet : Réunion ?		
09/09 objet : Suggestion restitution		
01/10 objet : Point d'échanges		
30/10 objet : Enquête sociologique		Second confinement (un envoi tous les 5 jours en moyenne)
02/11 objet : Point		
10/11 objet : Enquête sociologique		
14/11 objet : Avancer		
18/11 objet : Séances d'échange		
23/11 objet : Résultats préliminaires		
01/12 objet : Suivi de l'enquête		
08/12 objet : Suivi		Déconfinement (un envoi tous les 6 jours en moyenne)
13/12 objet : Enquête sociologique		
20/12 objet : Comité de suivi		
24/12 objet : Rapport		
1^{er} janvier – remise du rapport (version 1)		

Dans ce temps limité qu'est celui du contrat de recherche, le travail d'enquête recule sous les coups d'exigences bureaucratiques (Dahan et Mangematin, 2010). Les chercheur·ses doivent ainsi produire des textes utilisables par les directeur·rices pour préparer leurs réunions ou picorer des argumentaires adaptés aux jeux bureaucratiques qui les contraignent. Ainsi, au printemps 2020, Hadrien Clouet fournit un diaporama par tranche de dix entretiens accomplis. Si ces supports ne constituent que des synthèses provisoires et descriptives, ils traduisent le sentiment d'urgence de l'institution.

Dans le cas de l'EPA finançant la recherche de Maëlezig Bigi, les conséquences du confinement sur le travail d'enquête représentent pour la nouvelle direction une opportunité de remettre en cause et de réorienter la convention de recherche. En avril 2020, un point d'étape sur l'avancement des travaux est sollicité par la commanditaire de la convention du côté de l'EPA. Celle-ci demande alors à la chercheuse de revoir l'organisation du travail et des livrables pour 2020-2021. L'enjeu est double. Il s'agit d'abord de convaincre la nouvelle directrice de ne pas interrompre cette recherche, qu'elle percevait dès avant le confinement comme un risque vis-à-vis du climat social déjà délétère dans son établissement. Il s'agit ensuite de proposer des livrables que l'opérateur pourrait lui-même valoriser auprès de son financeur, le Fonds de transition de l'action publique. Ce travail bureaucratique de négociation s'est traduit par la rédaction d'un avenant signé après plusieurs allers-retours avec la direction. Ce document doit avant tout convaincre le « client » que ses attentes seront satisfaites et le contrat bien exécuté malgré les incertitudes pesant sur les conditions d'enquête et les possibilités d'accès au terrain.

L'irruption des contraintes sanitaires favorise ainsi un découplage entre les enjeux bureaucratiques et scientifiques de la recherche et souligne les antagonismes de la recherche sur commande. Si ce type de financement nécessite toujours l'établissement de compromis au sujet des thématiques et temporalités de la recherche, il apparaît qu'en temps de crise, le rapport de force s'établit plus volontiers en faveur du financeur qui privilégie les enjeux de court terme, à distance d'enjeux scientifiques. Le travail de recherche s'effectue alors en marge d'un travail conventionnel de plus en plus lourd, auquel la chercheuse doit l'articuler tout en le cachant.

L'accès au financement de la recherche - le « nerf de la guerre » (Louvel, 2007) - devient donc plus coûteux et ces changements restructurent profondément le « système-client » avec lequel nous collaborons ou composons (Herreros, 2009).

Conclusion

En tant que travailleur·ses, nos situations respectives dépendent essentiellement de nos objets de recherche et des bailleurs qui les financent. Sociologue immergée dans un établissement public administratif, Maëlezig Bigi a été rapidement empêchée d'enquêter et obligée de réinventer son projet, dans une ambiance où se renforçaient les contraintes institutionnelles qui pesaient sur elle. Sociologue en enquête sur les relations industrielles dans le cadre d'une convention de recherche postdoctorale, Hadrien Clouet a essentiellement connu une fragmentation de son temps de travail et une bureaucratisation de la recherche, colonisée par les rendus réguliers. Sociologue analysant les mobilisations de travailleur·ses indépendant·es dans le cadre d'un projet de recherche européen, Mathilde Mondon-Navazo a simultanément vécu une intensification drastique de l'un de ses terrains, la fermeture d'un autre et l'imprévisibilité radicale d'un troisième terrain d'enquête, autant de changements qui entrent en tension avec les engagements pris auprès du financeur.

Au terme de ce tour d'horizon, les conditions d'activité des sociologues apparaissent largement indexées sur les conditions de travail et d'emploi des enquêté·es. L'allongement des journées habituelles de travail et leur déstructuration se comprend à l'aune des temporalités bouleversées des mondes du travail, entre suspension de l'activité et surtravail. Le "vrai boulot" que constitue le travail relationnel d'enquête a quant à lui été complexifié voire enrichi par l'irruption du travail à domicile de masse, impliquant l'engagement technique et émotionnel dans des interactions à distance. La situation liminale dans laquelle les sociologues se trouvent soudainement plongé·es, en recomposant les conditions d'enquête, peut ainsi favoriser la créativité et la réflexivité méthodologique. Elle se traduit également par

un accroissement significatif du « sale boulot » bureaucratique de négociation et, parfois, menace de suspendre nos terrains et objets de recherche.

Ces résultats rappellent ce que la construction d'énoncés scientifiques doit aux rapports de force organisationnels et aux conditions de travail (Bloor, 1983). Les politiques sanitaires face à une pandémie internationale influencent sur deux plans la production sociologique : d'abord, sur le plan budgétaire, en ce qu'elles modifient les priorités des financements de recherche et modifient le champ des interlocuteur·rices accessibles aux chercheur·ses en quête de financement ; ensuite, sur le plan interactionnel, en ce qu'elles redistribuent l'accès aux enquêté·es, à l'espace public et aux établissements de production. Les inflexions observées ici soulèvent ainsi la question de la direction prise par les sociologies nationales, face à des contraintes éminemment inégales depuis janvier 2020, et largement indexées sur les choix sanitaires gouvernementaux.

Bibliographie

- Béliard, A.-S. et Brossard, B. (2012), « Internet et la méthode ethnographique : l'utilisation des messageries instantanées dans le cadre d'une enquête de terrain », *Genèses*, vol. 88, n°3, pp. 114-131.
- Bidet, A. (2010), « Qu'est-ce que le vrai boulot ? Le cas d'un groupe de techniciens », *Sociétés contemporaines*, n°78, pp. 115-135.
- Barthou, E. et Bruna, Y. (2020), *Le travail en période de confinement : tensions, accélérations et opportunités*, Deuxième note de synthèse de la recherche Transicovid.
- Beaud, S. et Weber, F. (2003), *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, Paris.
- Bloor, D. (1983), *Sociologie de la logique*, Pandore, Paris.
- Cai, M., Tindal, S., Tartanoglu Bennett, S., & Velu, J. (2021). "‘It’s Like a War Zone’: Jay’s Liminal Experience of Normal and Extreme Work in a UK Supermarket during the COVID-19 Pandemic". *Work, Employment and Society*, vol. 35, n°2, pp. 386–395.
- Callon, M., Latour, B. (1991). *La science telle qu'elle se fait*, La Découverte, Paris.
- Clouet, H. et Vincent C. (2020), *Home Office in Frankreich.: Erfahrungen während der Pandemie*, Friedrich-Ebert-Stiftung Perspektive.
- Czarniawska, B., et Mazza, C. (2003), Consulting as a Liminal Space, *Human Relations*, vol. 56, n°3, pp. 267–290.
- Dahan, A. et Mangematin, V. (2010), « Recherche ou temps perdu ? Vers une intégration des tâches administratives au métier d'enseignant-chercheur », *Gérer et Comprendre, Annales des Mines*, n°102, pp. 14-24.
- Denzin, N. K., et Lincoln, Y. S. (2003), *The landscape of qualitative research: Theories and issues*, Sage, Thousand Oaks, Etats-Unis.
- Dubar, C. (2011), « Temps de crises et crise des temps », *Temporalités*, n° 13.

- Felstead, A., Jewson, N., et Walters, S. (2005), *Changing places of work*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, Royaume-Uni.
- Goffman E. (1974), *Les rites d'interaction*, Editions de Minuit, Paris.
- Goody, J. (2014), *Mythe, rite et oralité*, PUN-Éditions universitaires de Lorraine, Nancy.
- Hall, T., Lashua, B., et Coffey, A. (2008), « Sound and the Everyday in Qualitative Research », *Qualitative Inquiry*, vol. 14, n°6, pp. 1019-1040.
- Haute, T. (2020), « En temps de crise, des salariés très inégaux face au travail », *Éclairages de l'IRES*, n°17.
- Herreros, G. (2009), *Pour une sociologie d'intervention*, Érès.
- Hochschild, A. R. (1979), « Emotion work, feeling rules, and social structure », *American Journal of Sociology*, vol. 3, no 85, pp. 551-575.
- Howlett, M. (2021), « Looking at the 'field' through a Zoom lens: Methodological reflections on conducting online research during a global pandemic », *Qualitative Research*.
- Hugues, E. (1996), *Le regard sociologique*, Presses de l'EHESS, Paris
- Lambert, A., Cayouette-Remblière, J., Guéraud, E., Le Roux, G., Bonvalet, C., Girard, V., Langlois, L. (2020), « Comment voisine-t-on dans la France confinée ? », *Population & Sociétés*, vol. 578, n°6, pp. 1-4.
- Louvel, S. (2007), « Le nerf de la guerre : relations financières entre les équipes et organisation de la coopération dans un laboratoire », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 1, n°2, pp. 297-322.
- Mauger, G. (1991), « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, n°6, pp. 125-143.
- Mesnel, B. (2017), « Les agriculteurs face à la paperasse. *Policy feedbacks* et bureaucratisation de la politique agricole commune », *Gouvernement et action publique*, vol.6, n°1, pp. 33-60.

- Metzger, J. L., et Cléach, O. (2004). « Le télétravail des cadres: entre suractivité et apprentissage de nouvelles temporalités », *Sociologie du travail*, vol. 46, n°4, pp. 433-450.
- Rogers, C. (1945), « The nondirective method as a technique for social research », *American Journal of Sociology*, vol. 50, n°4, pp. 279-283.
- Rosa, H. (2013), *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte, Paris.
- Safi, M., Coulangeon, P., Godechot, O., Helmeid, E., Pauly, S., Ferragina, E. et Schradie. (2020), *When life revolves around the home: Work and sociability during the lockdown*, Policy paper n°3 - Project « Coping with Covid-19. Social distancing, cohesion and inequality in 2020 France », Zenodo.
- Söderlund, J., et Borg, E. (2018), « Liminality in management and organization studies: Process, position and place », *International Journal of Management Reviews* », vol. 20, n°4, pp. 880-902.
- Speer, S., et Hutchby, I. (2003), « From Ethics to Analytics: Aspects of Participants' Orientations to the Presence and Relevance of Recording Devices », *Sociology*, vol. 37, n°2, pp. 315-337.
- Zimmermann B. (2010), *Ce que travailler veut dire. Une sociologie des capacités et des parcours professionnels*, Economica, Paris.